

**LE BIPARTISME ET LA BIPOLARISATION DE LA VIE
POLITIQUE NATIONALE FRANÇAISE
APRES LES ELECTIONS DE 2007**

**par Benjamin Audoye,
doctorant à l'Université de Toulouse
Faculté de droit et de science politique
Centre d'études et de recherches
constitutionnelles et politiques**

Face à la multitude de gouvernements sous les Troisième et Quatrième Républiques, la constitution de la Cinquième République a mis en place des mécanismes de rationalisation du parlementarisme, mécanismes parfois surabondants¹. Sans nul doute, pour les constituants de la Cinquième République, le régime français devait tendre vers un bipartisme et une bipolarisation alors qu'il n'existe pas de distinction claire entre les deux notions.

Le bipartisme serait un « régime politique fondé sur l'alternance des majorités, l'une à tendance conservatrice et l'autre à tendance progressiste [...] On demeure toujours dans le bipartisme avec un

¹ Voir notamment le commentaire de G. CARCASSONNE à propos de l'article 41 : « Mais comme l'Histoire fut ce qu'elle fut, le souci de rationaliser le parlementarisme suggère, certes rétrospectivement, moins de rationalité que de paranoïa », G. CARCASSONNE, *La Constitution*, Editions du Seuil, 5^{ème} édition, 2002, p. 194.

régime politique à trois partis, mais seulement tant que le troisième n'excède pas un certain degré d'influence dans la vie politique du pays »². Le bipartisme serait ainsi l'hégémonie politique de deux partis : les partis de second rang doivent, pour espérer participer au pouvoir, se soumettre aux deux principaux partis ou se démettre, pour reprendre Gambetta. La logique du bipartisme est qu'une alternance dans la prise du pouvoir doit se réaliser, à intervalle irrégulier, entre les deux partis. Un des grands avantages de ce système serait sa stabilité, stabilité essentielle afin de mener une politique à plus long terme.

La bipolarisation relèverait plutôt d'une idéologie. Elle serait « l'existence de deux pôles antagonistes historiquement marqués ou qui apparaissent après un éclatement du consensus politique. Chacun des deux pôles attire vers lui un ou plusieurs partis de même famille idéologique ou apparentés. Le pôle est construit à partir de quelques dénominateurs communs et parfois n'a pas d'autre objet que de conquérir le pouvoir suprême (élection présidentielle), afin de partager les responsabilités ministérielles et les responsabilités entre les partis de la coalition »³.

En toute logique, le bipartisme s'installe dans une bipolarisation puisque les deux partis doivent être antagonistes sur de nombreuses questions. En revanche, la bipolarisation n'a pas forcément besoin d'un bipartisme⁴. En effet, il peut y avoir plusieurs partis se réclamant d'une appartenance à ces deux courants.

Malgré l'incertitude de ces notions, la vie politique de la Cinquième République les a façonnées depuis cinquante ans. Depuis longtemps, la bipolarisation connaît un succès évident bien qu'elle

² M. LAKEHAL, *Dictionnaire de science politique*, L'Harmattan, 2005, p. 50.

³ *Ibidem*.

⁴ « Un système bipolarisé peut prendre la forme d'une opposition de deux alliances politiques et électorales, alors que le bipartisme suppose la domination d'un parti dans chacun des pôles. Il repose sur la vocations d'un des partis à incarner l'ensemble du camp », G. GRUNBERG et F. HAEGEL, « La France en route vers le bipartisme ? », *Le Monde*, 2 mai 2007.

Bipolarisation de la vie politique française

soit souvent remise en cause. Elle fut constatée à des degrés divers selon les élections (les élections nationales et cantonales la confortant davantage que les élections européennes, régionales et municipales).

En revanche, le succès du bipartisme fut plus tardif. Celui-ci a connu en France des flux et des reflux. Mais deux facteurs ont semblé-t-il renforcé le bipartisme avant même les présentes élections. Tout d'abord, la chute progressive du Parti communiste français (PCF), du fait qu'il soit entré dans une logique de gouvernement, face à un Parti socialiste (PS) impérialiste. Nous ne nous attarderons pas sur ce point.

Ensuite, par la création en 2002 de la future Union pour un mouvement populaire (UMP), de nombreux élus et adhérents de l'UDF ont quitté leur parti au profit de l'UMP. Dès lors, depuis 2002, la logique d'équilibre relatif entre ces deux partis est terminée : l'UDF n'est plus qu'un parti de second rang, obtenant des résultats modestes, bien que non négligeables, aux diverses élections.

Comment l'UMP et le PS ont-ils consolidé leur domination dans leur camp respectif ? Une des raisons essentielles est la présidentialisation des deux principaux partis ; le premier étant conçu principalement pour l'élection présidentielle, le deuxième tentant de s'adapter, non sans difficulté, à cette élection.

Dans ce domaine, l'UMP, union de tous les courants de droite de gouvernement, a pris de l'avance. Ce parti a dominé le courant conservateur, fort de ses 400 000 adhérents revendiqués (environ 300 000 adhérents à jour de cotisation). Ce parti a su attirer de nombreux adhérents tant par son discours unitaire, rendant son programme visible, que par ses moyens nouveaux de communication et de *marketing*⁵.

Suivant son concurrent, le PS, fort lui aussi d'une augmentation de ses adhérents (300 000 adhérents revendiqués), a l'ambition de devenir l'unique parti progressiste, reléguant les autres dans des sphères stériles de contestation ou de figuration. De nouveaux adhérents, forts nombreux en 2006, ont voulu désigner S. Royal

⁵ Dans l'été 2006, les jeunes militants de l'UMP ont distribué des tongs et divers gadgets sur la plage.

comme candidate aux élections présidentielles, alors qu'elle ne bénéficiait au début, d'aucun soutien dans l'appareil du parti.

Les mutations de ces deux partis font que le bipartisme semblait déjà se renforcer à la veille des élections de 2007. En effet, au niveau national, la compétition électorale semblait promise aux deux partis les plus importants en nombre d'adhérents, d'élus et de sympathisants, et par là même en moyens logistique et financier. Ce bipartisme s'insérait dans un contexte de bipolarisation renforcée par les dernières élections après le second tour inédit de l'élection présidentielle de 2002.

Si le bipartisme et la bipolarisation sont déjà prégnants avant même les élections, qu'en est-il après les élections de 2007 ? Ces deux principaux partis ont-ils renforcé lors des élections présidentielles et législatives un bipartisme et une bipolarisation de la société française ? Incontestablement, la bipolarisation et le bipartisme connaissent en France une éclatante victoire (I), en dépit des tentatives pour lutter contre cet état de fait (II).

I - L'éclatante victoire du bipartisme et de la bipolarisation

L'élection présidentielle et les élections législatives ont fourni deux enseignements par rapport à notre sujet. Tout d'abord, le vote utile a pleinement joué en faveur du bipartisme (A), et l'inévitable choix des électeurs centristes et extrêmes au second tour des élections est une réelle soumission à la bipolarisation (B).

A - Le vote utile en soutien du bipartisme

Incontestablement, le « vote utile »⁶ a atteint un niveau considérable aux élections tant au moment de l'élection présidentielle (1) qu'au moment l'élection législative (2).

⁶ Le vote utile se définit classiquement, pour un électeur lambda, comme le vote pour un candidat le moins éloigné de ses idées mais qui a le plus de chance de remporter l'élection ou du moins d'être qualifié pour la phase terminale de l'élection.

Bipolarisation de la vie politique française

1 - L'élection présidentielle

Lors du premier tour de l'élection présidentielle de 2002, le vote dit « utile » avait mal fonctionné. Les électeurs avaient voulu voter pour le candidat le plus proche de leurs idées, ou du moins pour un candidat plus marqué à gauche ou à droite afin d'influer sur l'orientation du second tour. Les voix d'extrême gauche (d'aucuns disent gauches « anti-libérales »⁷), de divers gauche et des Verts ont représenté un total de plus 7,6 millions de voix soit près de 26,7 % des suffrages exprimés ! Une partie des électeurs reprochait aux deux principaux candidats, J. Chirac et L. Jospin d'adopter un programme insuffisamment à droite pour le premier et à gauche pour le second⁸. Le résultat fut celui que l'on connaît.

L'histoire ne s'est pas répétée en 2007. Les candidats des deux principaux partis ont obtenu un score remarquable : N. Sarkozy remportant 31,18 % des suffrages exprimés avec 11,4 millions de voix, et S. Royal 25,87 % des suffrages exprimés avec 9,5 millions de voix. Les deux candidats ont augmenté le score de l'UMP et du PS par rapport à MM. Chirac et Jospin de presque de 5,8 millions de voix pour le premier et presque 5 millions pour la seconde. Cumulativement, les deux partis ont obtenu 57,05 % des suffrages soit plus de 20 points au-dessus des candidats Chirac et Jospin.

Ce succès entraîne logiquement un échec pour d'autres. En 2007, le montant de toutes les voix d'extrême gauche et des verts a fortement baissé pour atteindre 3,8 millions de voix soit 10,56 % des

⁷ Cela permet d'inclure les candidatures du PCF.

⁸ J. Chirac obtint 19,88 % des suffrages exprimés, score très faible pour un président sortant et L. Jospin 16,18 % des suffrages exprimés. L. Jospin est disqualifié au profit du candidat de l'extrême droite qui remporta 16,86 % des suffrages exprimés. Les deux principaux partis de gouvernement ont donc obtenu cumulativement 36,06 % des suffrages, score historiquement bas. Le bipartisme et la bipolarisation sont fortement contestés, même si les élections législatives de 2002 traduisent déjà une stagnation du Front national.

Benjamin Audoye

suffrages⁹. De nombreux nouveaux électeurs de gauche (ou d'anciens abstentionnistes) se sont portés directement sur la candidate du PS. Le bipartisme est conforté : le PS est le parti dominant, pouvant imposer aux autres partis un système d'alliance.

Pour l'extrême droite, le candidat du Front National est arrivé en quatrième position avec 3,8 millions de voix, soit 10,44 % des suffrages exprimés, perdant ainsi près d'un million de voix et plus de 6 points par rapport à ses résultats de 2002. L'autre candidat d'extrême droite de gouvernement pour certains, de droite très classique pour d'autres, P. de Villiers fait un peu mieux que B. Mégrét en 2002 (818 000 voix contre 667 000), si un tel rapprochement se conçoit. La perte de voix est donc moins forte pour l'extrême droite que pour l'extrême gauche, mais l'absence, au second tour de J.-M. Le Pen lors de cette élection rend sa défaite plus visible.

Un autre élément du succès pour les deux candidats qualifiés pour le second tour est observable. En effet, ces deux candidats se sont qualifiés en laissant loin derrière le troisième candidat. F. Bayrou obtint en effet avec 6,8 millions de voix soit 18,57 % des suffrages exprimés. Ce candidat est distancé de sept points par S. Royal. Sans cet écart, le bipartisme aurait été relatif avec un troisième candidat à un ou deux points derrière le deuxième.

Enfin, ce bipartisme et cette bipolarisation sont renforcés par le succès que S. Royal a remporté auprès des électeurs des banlieues. Contrairement à ce qui a été commenté dans les médias, les électeurs de banlieue n'ont pas été prêts à voter pour le candidat du Front national afin de « détruire le système en place ». Le candidat de l'UDF subit le même revers, bien que ce dernier soit plutôt populaire. Les quartiers populaires ont voté majoritairement pour la candidate du PS et, fait à retenir, c'est le candidat de l'UMP qui arrive second.

A l'échelle d'une ville, les cités dites « sensibles » ont offert à Mme Royal des scores remarquables, bien au-dessus de la moyenne

⁹ La non participation du Parti radical de gauche (PRG) et du Mouvement républicain et citoyen (MRC) à l'élection présidentielle de 2007 a facilité la candidature de S. Royal.

Bipolarisation de la vie politique française

nationale. Au-delà de la commune fortement médiatisée d'Argenteuil (dans laquelle S. Royal obtint 34,58 % des voix contre 25,82 % pour M. Sarkozy), les exemples de Clichy-sous-Bois¹⁰ et Saint-Denis¹¹ sont encore plus révélateurs.

A l'échelle intra-muros, vote par quartier, l'exemple de Toulouse est intéressant. Si l'on sait que la candidate du P.S. a réalisé dans cette ville un score nettement au-dessus de la moyenne nationale (36,15 % des suffrages exprimés), les pourcentages de voix qui lui furent accordées sont variables. A titre d'exemple, le canton numéro 11 a accordé 41,47 % des voix à Ségolène Royal contre 23,07 % à M. Sarkozy au premier tour de l'élection. A l'intérieur de ce canton, les résultats d'un bureau de vote en plein quartier populaire sont révélateurs¹².

Le vote utile a fortement joué lors de l'élection présidentielle, son influence est-elle similaire pour les élections législatives ?

2 - Les élections législatives

L'amplification du bipartisme par le mode de scrutin est un phénomène suffisamment connu. Rappelons juste que, face au bipartisme, la stratégie des petits partis varie. Comme le soulignent G. Grunberg et F. Haegel, « les "petits" partis ont le choix entre trois solutions différentes : soit accepter la domination des deux grands partis et négocier avec eux leur survie politique ; soit tenter, à droite et à gauche, de reconfigurer le système de partis en proposant une offre partisane nouvelle, par la fusion de mouvements et de partis existants, et la création de nouvelles formations partisanes ; soit, enfin, d'accepter leur marginalisation électorale et leur occasion de rebondir »¹³. Si le PRG et le MRC ont préféré la première solution avant le premier tour de l'élection présidentielle, l'UDF-Modem la

¹⁰ S. Royal : 41,63 %, N. Sarkozy : 24,51 %

¹¹ S. Royal : 41,57 %, N. Sarkozy : 19,56 %.

¹² Dans le bureau de « l'école Georges Hyon », Mme Royal obtient 53,16 % des suffrages contre 18,21 pour M. Sarkozy. Au second tour, elle obtient plus de 70 % de suffrages exprimés.

¹³ G. GRUNBERG, F. HAEGEL, *op. cit.*, p. 38.

Benjamin Audoye

seconde principalement après le second tour, les Verts et le PCF ont refusé un système d'alliance pour les élections législatives, le pari étant risqué¹⁴.

Il convient plutôt dans ce paragraphe de constater le vote utile au moment des élections législatives. Au premier tour des élections législatives, l'UMP et ses « satellites » ont obtenu environ 45 % des suffrages exprimés. Le PS et ses « satellites » ont obtenu presque 27 % des suffrages exprimés. Le bipartisme est incontestable avec près de 72 % des suffrages exprimés au profit des deux principaux partis.

Au premier tour, le parti du président de la République a progressé en pourcentage en raison d'une dynamique présidentielle. A droite, l'hégémonie de l'UMP renforce le bipartisme. Les analystes ont cru d'ailleurs que l'hégémonie de l'UMP ne se limiterait pas au sein du courant conservateur mais au sein de l'ensemble de la vie politique française. Ainsi, beaucoup prédisaient un « tsunami bleu », certains candidats de l'UMP espérant des résultats encore meilleurs à ceux des élections législatives de 1993. De tels résultats faisaient plus penser, par une exagération pardonnable, à un « monopartisme ».

A gauche, le bipartisme est consolidé par les élections législatives : seul le PS est en mesure d'incarner l'opposition dans l'Assemblée nationale. Toutefois, compte tenu d'une victoire prévisible de l'UMP et d'un PS désorienté après l'élection présidentielle, le vote utile a un peu moins joué contre le PCF et les Verts lors des élections législatives. Pourtant, si le PCF obtient 15 sièges (plus quelques apparentés), il ne s'agit guère d'un succès, compte tenu que ce parti ne peut plus constituer à lui seul un groupe parlementaire.

A l'inverse, le vote utile s'est amplifié contre le FN (celui-ci passant à moins de 5 % des suffrages exprimés) et a joué ce coup-ci contre l'UDF-MoDem (une grande partie des électeurs de F. Bayrou se sont reportés principalement sur les candidats de droite, plus modestement sur les candidats de gauche).

¹⁴ Ceci n'a pas empêché les Verts de gagner un siège supplémentaire aux élections législatives de 2007 : François de Rugy en Loire-Atlantique.

Bipolarisation de la vie politique française

Au deuxième tour des élections législatives, la surprise fut le « ressac rose », dû à une mobilisation des électeurs de gauche (en contrepartie d'une démobilité des électeurs de droite, tant les sondages et commentaires étaient favorables), à un report fort des voix portées au premier tour auprès des candidats du MoDem, et à une annonce maladroite par le gouvernement d'une réflexion sur la « TVA Sociale ».

Au final, la toute nouvelle assemblée comporte 313 députés UMP et 186 socialistes selon le ministère de l'Intérieur. Dès lors, plus 86 % des 577 députés sont issus de ces deux partis dominants alors qu'ils n'étaient « que » de 77 % en 2002¹⁵. Le bipartisme se retrouve ainsi amplifié lors des élections législatives de 2007.

B - Le choix quasi inévitable des électeurs centristes et extrêmes au second tour des élections : une soumission à la bipolarisation

La bipolarisation se retrouve favorisée tant par le second tour de l'élection présidentielle (1) que par les élections législatives (2).

1 - Le second tour de l'élection présidentielle, instant de bipolarisation

Cet instant de bipolarisation est aussi, lors de cette élection, un instant de bipartisme, puisque les deux qualifiés lors de cette élection présidentielle sont les candidats du PS et de l'UMP. Les électeurs du premier tour ayant voté pour les candidats des extrêmes gauches et droites, tout comme ceux de l'UDF n'ont eu que trois possibilités :

Première possibilité : voter pour l'un des candidats, soit parce que son programme leur correspondait le plus, faute de mieux... soit pour faire barrage à l'autre. Ainsi, les électeurs d'extrême gauche ont voté pour S. Royal plus par rejet de l'autre candidat que par réelle adhésion. A l'inverse, les électeurs de J.-M. Le Pen se sont reportés plus par conviction sur la candidature de N. Sarkozy. Les électeurs de F. Bayrou se sont divisés en partie sur les deux candidats, en proportion à peu près égale. Ce phénomène n'a rien de nouveau : le Mouvement républicain populaire (MRP) fonctionnait déjà comme

¹⁵ En 1997, l'UDF a obtenu 113 députés et le RPR 140.

ceci : les jeunes militants et électeurs votaient au second tour principalement à gauche, les plus âgés principalement à droite.

Seconde possibilité : voter blanc ou nul. Bien qu'au second tour de l'élection présidentielle de 2007, la participation soit plus forte qu'au second tour de l'élection présidentielle de 2002, le nombre de bulletins blancs ou nuls est moins élevé tant en nombre qu'en pourcentage¹⁶. Ceci s'explique notamment en raison d'un suspense plus présent, la victoire de l'un n'étant pas certaine (ou du moins pas à 82 %) et en raison des consignes explicites de vote de l'extrême gauche. Comme toujours, les votes blancs ou nuls, en n'étant pas comptés, avantagent arithmétiquement le candidat vainqueur de l'élection. En sus d'une catégorie d'électeurs qui votent toujours blanc ou nul, plus par populisme que par réelle réflexion, les votes blancs ou nuls sont dus aux électeurs des partis extrêmes ou centristes soucieux d'accomplir leurs devoirs civiques. Ce dernier apport n'est guère chiffré puisque les sondages ont juste affirmé qu'environ 20 % des électeurs de F. Bayrou se seraient abstenus ou auraient voté blanc ou nul (l'abstention se retrouve ici comptée).

Troisième possibilité : s'abstenir. Il faut remarquer qu'à chaque fois que l'abstention est prônée par des partis (que ce soit à ce type d'élections, ou, situation encore plus fréquente, à des consultations et référendums locaux), le civisme n'en sort pas grandi. Le candidat du FN tenta lui aussi de médiatiser sa « consigne de vote » en créant un faux suspense jusqu'au 1^{er} mai. Finalement, le président du FN demanda à ses électeurs de s'abstenir, ce qui ne fut pas suivi par ses troupes. En l'occurrence, la participation augmenta même légèrement entre le premier et le second tour passant de 83,77 % à 83,97 %.

Le second tour fut ainsi l'occasion d'un affrontement entre deux projets, issus des deux courants classiques de la pensée politique. Il faut remarquer que même si F. Bayrou avait été au second tour, il aurait été obligé de modifier son discours en fonction de son

¹⁶ En 2007, les électeurs furent plus de 1,5 millions à voter blanc ou nul soit 4,2 % du total des votants. En 2002, plus de 1,7 millions de bulletins blancs ou nuls soit 5,38 % des votants furent décomptés.

Bipolarisation de la vie politique française

adversaire. S'il avait été opposé à M. Sarkozy, il aurait dû infléchir son discours à gauche, et s'il avait été en face de S. Royal, il aurait dû rassurer les électeurs de droite. Le candidat de l'anti-bipolarisation se retrouve ainsi paradoxalement à devoir la soutenir, non pas par conviction, mais pour gagner les élections.

2 - Le recul des triangulaires lors des élections législatives de 2007, parachèvement de la bipolarisation

Par rapport à l'élection présidentielle, le deuxième tour des élections législatives aurait pu permettre un choix plus ouvert grâce à un nombre élevé de triangulaires. La bipolarisation engendrée par le deuxième tour de l'élection présidentielle aurait pu être estompée, pour les électeurs ayant le choix entre trois candidats au second tour. A titre de remarque, la bipolarisation est moins perçue pour les électeurs au second tour des élections législatives : ces élections ont beau être nationales, les enjeux locaux exercent une réelle influence.

La bipolarisation a atteint un niveau impressionnant dès le premier tour des élections législatives. A l'exception du Parti communiste, les partis luttant contre la bipolarisation diminuent leurs scores, du FN (environ 4,5 % des voix) au MoDem (environ 7,5 %) en passant par les partis d'extrême gauche (environ 3 %). Une seule triangulaire aura lieu : celle de la IV^e des Pyrénées-Atlantiques, dont le député sortant est J. Lassalle.

Ce nombre insignifiant de triangulaires est dû au faible taux de participation (60,83 %) obligeant les candidats dans certaines circonscription à obtenir 21 % des votants (selon l'application de la règle des 12,5 % des inscrits) pour être qualifié pour le second tour¹⁷. Les triangulaires, les plus fréquentes, permettaient surtout aux

¹⁷ Les quadrangulaires permettent la même chose, sauf que la faible participation lors du premier tour des élections législatives les a rendues politiquement impossible (il aurait fallu que 4 candidats fassent au moins entre 18 % et 22 % des suffrages, selon les circonscriptions, ce qui ne fut pas possible en raison de l'échec du FN et du MoDem).

électeurs du FN de ne pas avoir à se soumettre à la bipolarisation¹⁸. En 1997, le FN fut présent dans 75 triangulaires, en 2002, le FN n'était plus présent que dans 9 circonscriptions. Le déclin se confirme aux élections législatives de 2007 : le FN n'a provoqué aucune triangulaire. Seule Marine Le Pen accède au second tour dans la 14^{ème} circonscription du Pas-de-Calais et dans un face-à-face avec le candidat du PS.

Avec le score de F. Bayrou à l'élection présidentielle, un nombre important de triangulaires pour le MoDem était théoriquement possible. En plus de la faible participation qui est un obstacle pour tous les candidats, ceux du MoDem ont souffert de trois maux : une perte réelle de voix, la création d'un parti de centre droit, tortueusement appelé « Nouveau Centre », la tardiveté des investitures accordées et le manque d'expérience de certains candidats. Ce parti, en acceptant de participer à la politique voulue par le président de la République, renforce la bipolarisation. Cette acceptation de la bipolarisation est payante pour ces élus : la plupart des députés UDF se retrouvent réélus sous l'étiquette « Parti social libéral européen » en attendant la création du Nouveau centre. Le bipartisme n'est pas menacé par ce nouveau parti de centre droit, puisque la survie de ce parti de cadres (il risque de ne comporter que peu d'adhérents) sera lié à la volonté de l'UMP.

Le bipartisme et la bipolarisation triomphent. Reste à évoquer les tentatives de résistance à ce phénomène. Non seulement ces tentatives ont un intérêt dans l'histoire politique de la Cinquième République, mais de plus, elles peuvent fournir des enseignements quant au devenir de la vie politique postérieure à ces élections.

II - Des tentatives ratées d'une résistance contre le bipartisme et la bipolarisation

Dans notre démocratie représentative, il n'y a juridiquement qu'une seule limite aux pouvoirs des gouvernants : l'élection. Ainsi,

¹⁸ Les électeurs de l'extrême gauche n'ont jamais pu être représentés au second tour, sauf par les députés communistes.

Bipolarisation de la vie politique française

la politique n'est pas gravée dans le marbre et deux principaux facteurs pourront peut-être déjouer les pronostics d'une victoire absolue et quasi-éternelle du bipartisme et de la bipolarisation. Toutefois, pour le moment, les élections de 2007 ont été l'échec de deux tentatives d'une lutte contre le bipartisme et la bipolarisation. Les partis extrêmes se retrouvent laminés bien que paradoxalement attractifs (A) tandis que le retour d'un parti centriste contre la bipolarisation de la société française est rapidement malmené (B).

A - Des partis extrêmes laminés mais paradoxalement attractifs

Les voix portées sur les partis extrémistes, de droite comme de gauche sont en chute. La question, non pas de leur survie, mais de leur capacité à exister politiquement est donc posée. Pourtant, leurs idées progressent, sont appréciées par un nombre important d'électeurs et ont été souvent au cœur du débat. C'est notamment par sa division que l'extrême gauche subit un revers (1). L'extrême droite, bien que plus unie, éprouve une défaite en dépit d'une progression de ses thèmes de campagne (2).

1 - Un revers de l'extrême gauche dû plus à sa division qu'à la fin d'une adhésion des électeurs

En 2002, les candidats d'extrême gauche, ou peut-être plus largement de gauche dite « antilibérale » (D. Gluckstein, A. Laguiller, O. Besancenot et R. Hue) avaient remporté 13,8 % des suffrages exprimés avec plus de 3,9 millions de voix. Cette percée remarquable laisse place à un sévère déclin. En 2007, malgré une participation bien supérieure, les candidatures similaires (A. Laguiller, O. Besancenot, G. Schivardi, J. Bosé et M.-G. Buffet) ont perdu plus de 600 000 voix (en obtenant 3,3 millions de voix) pour parvenir à 8,86 % des suffrages exprimés.

En 2002, la division de ces partis n'avait pas pénalisé ces candidats. La contestation pouvait être à l'époque démultipliée : les deux principaux candidats étant président de la République et premier ministre sortants, l'opinion ne les percevait pas comme des « personnalités nouvelles ». Avec l'élection présidentielle de 2007, les

deux principaux candidats, quinquagénaires, démontraient par ce changement générationnel, un renouvellement de la classe politique (qu'il ne faut pas non plus surestimer). Ainsi la multiplicité des candidats de gauches « anti-libérales » aux élections de 2007 les a rendus inaudibles. Il était prévisible que, face à la propension des électeurs à voter cette fois-ci « utile », seule une mise en commun des moyens logistiques, humains et financiers allait leur permettre de gagner en visibilité. Ne parvenant pas à profiter de la vague du « Non » de gauche lors du référendum sur le traité établissant une constitution pour l'Europe, les leaders d'extrême gauche firent ce qu'ils ont toujours reproché aux autres partis : ils essayèrent de capitaliser des voix au profit d'un destin personnel.

Les élections législatives n'ont fait que confirmer cet échec, mise à part la reprise en main partielle du PCF par rapport à la LCR, grâce à son réseau d'élus locaux. Toutefois, les thématiques défendues par ces candidats ne sont pas absentes du débat. Nous savons à quel niveau les thématiques sur le logement, le pouvoir d'achat ont été portées lors du débat. Au-delà de cet aspect, un phénomène plus intéressant apparut dans cette campagne. En effet, les candidats centristes, de droite et d'extrême droite ont parfois repris à leur compte, des thématiques d'extrême gauche faisant ainsi ce que les politistes appellent une « triangulation ».

Selon G. Grunberg et F. Haegel, la triangulation « part de l'idée selon laquelle il existe un nombre croissant d'enjeux qui ne peuvent plus être pensés sur la seule base du clivage gauche-droite. Son principe consiste à dire qu'il existe des enjeux trans-idéologiques que tout acteur politique doit prendre en compte parce que les citoyens les vivent de moins en moins sur un mode partisan. Pour contrer son adversaire, la meilleure solution consiste non pas à délégitimer les thèmes qu'il aborde, mais au contraire à se les réapproprier sans se renier »¹⁹.

¹⁹ G. GRUNBERG, F. HAEGEL, *La France vers le bipartisme? La présidentialisation du PS et de l'UMP*, éditions Science Po Les Presses, coll. Nouveaux Débats, 2007, p. 111.

Bipolarisation de la vie politique française

Ainsi, F. Bayrou a basé sa campagne sur la collusion des puissances financières, médiatiques et industrielles avec le monde politique. N. Sarkozy a dénoncé les « patrons voyous » en raison de l'affaire N. Forgeard. Que ces thèmes-là soient mis en avant par les candidats d'extrême gauche et personne ne les écoute. Qu'ils soient repris par F. Bayrou, homme réputé pour sa pondération et dans ce cas présent, ce type d'arguments fait une campagne. Il faut noter que la candidate du PS a fait de même à l'égard des ses adversaires, dès son discours de Bondy du 31 mai 2006, qui plut davantage aux Français qu'au PS, avec les références faites à la Nation, la Famille, « L'Ordre Juste »...

Par ailleurs, il faut remarquer l'émergence d'une nouvelle figure de « la gauche de la gauche » en la personne d'O. Besancenot. Ce dernier, bien que son score ait légèrement diminué en pourcentage par rapport à l'élection présidentielle de 2002, obtient près de 300 000 voix supplémentaires en 2007, remportant 1,5 millions de suffrages. Dans ce contexte de débâcle au sein de l'extrême gauche, il est devenu le leader de ce courant, obtenant, contrairement à ses concurrents de gauche, un score significatif auprès des jeunes. A 33 ans, il est en train de tenter d'imposer son leadership sur les autres partis d'extrême gauche, démarche commencée fin mai en proposant la création d'un « nouveau parti » sous son commandement.

Une extrême gauche plus unie serait ainsi capable, dans les prochaines années, non seulement de faire échec au bipartisme, mais de plus, de perturber la bipolarisation. Or, ni LO, ni la LCR, ni les partisans de J. Bové ne semblent prêts à sortir d'une posture contestataire. Le bipartisme et la bipolarisation ne seraient pas menacés si le PCF restait dans une logique de gouvernement. Le PS serait complètement désorienté en cas d'une remontée de l'extrême gauche. Comment pourrait-il y avoir une bipolarisation avec un PS de nouveau rivé sur sa gauche en même temps qu'un PS nouant des liens, de moins en moins masqués, avec les centristes ?

2 - Un revers pour le principal parti d'extrême droite en dépit d'une progression de ses thèmes de campagne

Benjamin Audoye

Outre les causes internes au FN (âge du candidat, adoucissement du candidat par exemple sur certaines questions de société via l'influence de l'entourage de Marine Le Pen au détriment des traditionalistes²⁰), deux causes externes expliquent la défaite subie par le FN, la première d'une grande importance, la seconde moins pertinente.

En premier lieu, il est évident que le retour d'un candidat ouvertement de droite, d'une droite décomplexée, a permis la diminution du poids de l'extrême droite. Les législatives ont accentué ce transfert de voix. La fin de la présence du FN lors de triangulaires engendre automatiquement une augmentation du score électoral du parti du président de la République. Un des piliers du bipartisme et de la bipolarisation s'en retrouve ainsi renforcé.

En second lieu, la posture inédite du candidat centriste en un candidat « d'extrême centre »²¹ a permis à une partie des classes moyennes et supérieures de montrer son mécontentement face à ce duel imposé. Ainsi la bipolarisation fut encore contestée par une partie des électeurs, mais non pas via le vote FN, mais par le vote UDF.

Pourtant, si J.-M. Le Pen est au crépuscule de sa carrière politique, et par ricochet peut-être le FN lui-même, il serait aventureux de prétendre à la fin de l'extrême droite. L'extrême droite a connu des flux et reflux dans l'histoire : l'antidreyfusisme, les Ligues, Vichy, etc. A l'époque, l'extrême droite était même parvenue à être intellectuelle : Déroulède, Maurras puis Brasillach... Aujourd'hui, le FN n'est pas un parti soutenu intellectuellement malgré l'influence de J.-C. Martinez (surnommé au sein de son parti « Le Professeur Tournesol ») et le soutien officialisé récemment du sociologue marxiste A. Soral.

J.-M. Le Pen a réussi une manœuvre qui permettra une lutte contre la bipolarisation ou du moins contre le bipartisme. Il a su

²⁰ Il n'y a pourtant que Marine Le Pen qui accède au second tour des élections législatives.

²¹ Les analystes ont même évoqué le terme de « Le Pen des élites ».

Bipolarisation de la vie politique française

fédérer en un parti toute une série de courants divers (des organisations ultra-catholiques, des clubs ultra-monarchistes, quelques groupuscules nazis et fascistes et des déçus de l'indépendance de l'Algérie).

Toutefois, ce travail ne suffisait pas pour contrer dans le temps le bipartisme : ces voix là ne représentent que quelques points. Son plus grand succès vient du milieu ouvrier, milieu qui quitta le PCF, dans les années 1980, pour demeurer, y compris lors de l'élection présidentielle, beaucoup moins lors des élections législatives, fidèle ou du moins adhérent des idées de l'extrême droite. Les classes populaires continuent d'apprécier les thèmes de campagne du candidat du FN. Ces thèmes, préemptés dans les années 1980 furent repris par plusieurs candidats : N. Sarkozy (via par exemple la proposition du ministère de l'Immigration et de l'Identité nationale qui avait en outre l'avantage de stopper l'ascension de F. Bayrou), F. Bayrou (via la critique d'un système politique verrouillé par les deux principaux partis) et même par S. Royal (via la ré-appropriation du drapeau français par la gauche, ce qui n'a rien de choquant vis-à-vis de l'histoire de la gauche mais qui peut étonner certains électeurs). Quant à l'épineux problème de l'insécurité, si les médias ont fait en sorte d'en parler moins qu'en 2002²², les événements dits de la « Gare du Nord » mentionnaient à eux seuls le nom de J.-M. Le Pen dans tous les commentaires sans qu'il ait besoin de s'exprimer. La bipolarisation et le bipartisme sont toujours une donnée précaire : à chaque événement médiatique, une troisième voie, celle de l'extrême droite peut surgir dans la médiatisation du quotidien des Français.

Même si les législatives ont confirmé, plus violemment que prévu, la décrue de J.-M. Le Pen, d'autres élections plus favorables à l'extrême droite se profilent à l'horizon. Les modes de scrutin aux élections municipales et régionales sont par exemple un tremplin à chaque fois que le FN y envoie des personnalités correctement

²² Voir le fait divers annoncé la veille des élections présidentielles devenu « l'affaire Papy Voise » du nom d'un vieil homme agressé et dont la maison fut brûlée à Orléans.

implantées. Le FN va-t-il bénéficier des incohérences du programme de l'UMP quant aux questions européennes ?

Fait remarquable lors de ces élections, la contestation de la bipolarisation fut concurrencée par un parti centriste en tentative d'une nouvelle fondation²³.

B - Le retour d'un parti centriste rapidement malmené

La médiatisation paradoxale du candidat UDF dit « anti-médias » fut importante lors de l'élection présidentielle et, un peu moins bien que réelle lors des élections législatives. F. Bayrou, après que sa candidature ait mis un peu de suspense avant les résultats du premier tour de l'élection présidentielle, participa à un entre-deux tours inédit (1). Les résultats des élections législatives vont-ils amener le candidat anti-bipolarisation à de longs moments de solitude ou à une impasse ? (2)

1 - Un entre-deux tours inédit

Dès le soir du premier tour, il n'y a que deux gagnants : les deux personnes qualifiées pour le second. Pourtant, il y eut une médiatisation sans précédent à propos du report des voix portées au premier tour sur F. Bayrou. Une fois de plus, le centre perdait l'élection mais le résultat final se ferait en fonction des voix centristes. Mais cette fois-ci, les voix portées sur la candidature centriste sont d'une autre grandeur avec 6,8 millions de voix. Situation cruelle mais

²³ S. AEBISCHER, *op. cit.*, *Gauche – Droite : Au-delà de cette limite la politique n'est plus pensable*, Editions Nicolas Philippe, 2002, p. 96 : « Contester le clivage droite-gauche ne correspond pas toujours à la volonté de lui substituer un nouveau clivage, cela peut également revenir à refuser de considérer la coexistence des notions de droite et de gauche comme une dichotomie politique et leur préférer un continuum politique à trois pôles [on a entendu « trois chaises » aujourd'hui], autrement dit une tripartition droite/gauche/centre. Ainsi, lorsque l'on postule de l'existence d'un centre autonome, on ne nie pas qu'il y ait une droite et une gauche : on substitue seulement à une division plus fine dont on présume qu'elle rendra mieux compte de la diversité politique des écoles et de la variété des tendances ».

Bipolarisation de la vie politique française

courante pour les centristes²⁴, cette situation engendrait habituellement le ralliement du candidat centriste au candidat de droite. Sauf que ce qui était probable pour un candidat centriste à 10 ou 12 % (l'UDF aurait probablement négocié dans ce cas-là une augmentation du nombre de circonscriptions gagnables aux élections législatives et une présence accrue au sein du gouvernement) ne l'est plus à 18 % en raison des voix de centre gauche qui se sont portées sur sa personne²⁵.

Le candidat de l'UMP, après avoir fait un discours rassembleur le soir même du premier tour, s'est ravisé de changer son discours ancré à droite, en raison de sa victoire qu'il présumait certaine. A l'inverse, S. Royal décida de tendre la main aux centristes, sans avoir au préalable consulté quiconque dans son parti, rompant ainsi avec la pensée du congrès d'Épinay de 1971²⁶. Elle entreprit cette ouverture en raison du faible nombre de voix qui avaient été portées à sa gauche.

Sur proposition de la candidate socialiste, il s'est donc opéré un événement particulier dans notre système politique : un débat qualifié d'« échange » par les deux intéressés, S. Royal et F. Bayrou. Ce débat permit surtout au troisième du premier tour d'investir, encore une semaine durant, le champ médiatique.

²⁴ « Le paradoxe du centrisme était qu'il ne pouvait guère nourrir d'ambitions pour lui-même, mais que par contre, grâce à son électorat, il rendait de précieux services aux autres. Il était régulièrement le grand absent des seconds tours, en tant que parti, mais ses électeurs exerçaient un rôle déterminant », M. MONTERO, « Le centre démocrate de 1962 à 1974 : l'impossible défi de la conquête du pouvoir ? », in S. GUILLAUME (Dir.), *Le centrisme en France aux XIX^e et XX^e siècles : un échec ?*, Actes du colloque des 25 et 26 mars 2004, organisé par le Centre aquitain d'histoire moderne et contemporaine, Université Bordeaux III, Editions Maison des sciences de l'homme d'Aquitaine, 2005, p. 136.

²⁵ Une grande partie du centre gauche, hostile à S. Royal, avec notamment les enseignants rancuniers envers le gouvernement Jospin, s'est incontestablement portée sur le candidat de l'UDF.

²⁶ Elle récidiva après le premier tour des élections législatives.

Ce débat, d'un intérêt limité, a acquis de l'importance par les tentatives de l'entourage du candidat de l'UMP pour empêcher la tenue de ce débat ou du moins pour le décrédibiliser. Un argument, absurde, fut celui de « l'inconstitutionnalité » de ce débat²⁷. Quoi qu'il en soit, la rupture du centre avec la droite se confirme à partir du moment où le candidat de l'UDF déclare qu'il ne votera pas pour N. Sarkozy, voulant ainsi ne plus apparaître comme un allié du futur président de la République. Une vingtaine de députés de l'UDF, accompagné d'une partie des élus locaux, ont ainsi décidé de se désolidariser du candidat de l'UDF. Ces députés-là, bien qu'ayant combattu le bipartisme (car après tout, ils n'étaient pas à l'UMP au moment de sa création), acceptent la bipolarisation. Malgré cela, alors que la bipolarisation aurait dû réduire *in fine* les ambitions de F. Bayrou ou le pousser à négocier avec le vainqueur de l'élection, ce dernier persiste dans la voie qu'il proposait dans son programme présidentiel.

²⁷ Ce type d'argument devient galvaudé, comme l'est celui d'une « atteinte à l'Etat de droit » que l'on entend parfois lorsque les syndicats s'opposent à l'ouverture des grandes surfaces le dimanche.

Bipolarisation de la vie politique française

2 - *L'après-législatives pour le centre : « longue marche » ou traversée du désert avant une mort par déshydratation ?*

Les élections législatives sont un passage difficile pour tous ceux qui luttent contre la bipolarisation. Même la présence antérieure des candidats du FN lors de triangulaire a conduit, sauf exception, à une élection d'un candidat du PS ou de l'UMP. Le candidat de l'UDF, fort de son demi-succès, tenta une voie risquée, celle qui consiste à se présenter comme centriste, indépendamment de toute alliance avec la droite ou la gauche. Toutefois, le scrutin uninominal majoritaire à deux tours des élections législatives défait les prétentions centristes. L'échec est réel, bien que le nombre de voix des candidats UDF-MoDem ait progressé entre les élections législatives de 2002 et celles de 2007.

Il faut plutôt d'entrée de jeu préciser que cette voie-là, bien qu'actuellement originale, n'a rien de nouveau²⁸. En effet, lors des élections présidentielles de 1965, J. Lecanuet, après avoir obtenu presque 3,8 millions de voix (sur 24,5 millions de votants) soit 15,57 % des suffrages exprimés, créa un parti, le Centre démocrate. Ce parti tenta envers et contre tout de refuser la logique de la bipolarisation²⁹, pour finir par se fondre en l'UDF, qui s'allia toujours avec la droite. Le dessein de J. Lecanuet a échoué.

Une réelle similitude entre les candidatures de F. Bayrou, de J. Lecanuet et même en partie d'A. Poher se constate. Similitude dans une partie de l'électorat (professions intellectuelles et libérales, cadres supérieurs et moyens) et meilleure assise électorale dans les bastions démocrates-chrétiens (Bretagne, Auvergne, Alsace et dans la région lyonnaise).

²⁸ Au-delà des centristes, il y eut en 2002 la posture de J.-P. Chevènement, voir S. AEBISCHER, *op. cit.*, p. 87.

²⁹ Les hommes du Centre démocrate « maintinrent, année après année, leur rejet du bipartisme et presque viscéral de reconnaître la réalité de la bipolarisation », M. MONTERO, *op. cit.*, in GUILLAUME S. (dir.), *op. cit.*, p. 136.

En outre, bien avant J. Lecanuet, il y eut une alliance des partis non extrémistes vers le centre contre les partis les plus à gauche et les plus à droite : la troisième force qui s'était réalisée ici compte tenu de la menace communiste à sa gauche, et gaulliste à sa droite³⁰. Encore plus lointain, le maintien de la Troisième République est dû à une conjonction entre les républicains de centre gauche et des orléanistes de centre droit, mais un parti centriste ne put se former à cette époque³¹.

F. Bayrou est-il en train de faire comme ses prédécesseurs qu'il cite d'ailleurs souvent dans ses discours ? Ce faisant, sa tentative est-elle vouée à l'impasse ? En tout cas, la transformation de l'UDF en Mouvement Démocrate (MoDem) se déroule dans des conditions

³⁰ « La Troisième Force laisse incontestablement un sentiment d'échec parce que le centrisme a toujours été un pis-aller, un réflexe défensif et conjoncturel. Les partis étaient irrésistiblement attirés par la gauche ou par la droite. Si la configuration politique était favorable au centrisme –fin du tripartisme, loi des apparentements– le centrisme comme force de rénovation et de modernisation de la vie politique entre les extrêmes n'a pas fonctionné. On cherche en vain la troisième voie entre le libéralisme et le socialisme marxiste, entre une tradition parlementaire qui conduit aux dysfonctionnements et un régime plus personnel. Le centrisme est devenu honteux au lieu de s'affirmer comme ciment de la cohésion sociale et de la démocratie renouvelée », Sylvie GUILLAUME, « Le centrisme dans la Troisième Force », in S. GUILLAUME (dir.), « Le centrisme en France aux XIX^e et XX^e siècles : un échec ? », *op. cit.*, p. 130.

³¹ « La chute de Thiers, le 24 mai 1873, marque l'échec définitif de la stratégie de la fusion des centres, négociée jusque-là par des émissaires des deux centres, notamment Léon Say pour le centre gauche, et son ami le duc Decazes pour le centre droit [...] La bipolarisation, dramatisée par la crise du 16 mai 1877, aboutit à une marginalisation des centres, à la fois sur le terrain électoral et sur le plan gouvernemental, où ils sont supplantés par les purs républicains. Après la chute de Mac-Mahon, en janvier 1879, les centristes ne représentent plus qu'une force d'appoint dans chacun des deux camps, le centre gauche à l'intérieur de la coalition républicaine, et le centre droit dans le camp des conservateurs » J. GARRIGUES, « Echec des centres, victoire du centrisme ? Les débuts de la Troisième République 1871-1879 », in S. GUILLAUME (Dir.), *Le centrisme en France aux XIX^e et XX^e siècles : un échec ?*, *op. cit.*, p. 58-60.

Bipolarisation de la vie politique française

tendues. Un des seul bémols à ce constat, outre un financement public apparemment similaire à ce qu'il avait été pour la période 2002-2007³² : une adhésion massive, au-delà du nombre d'adhérents de l'UDF (l'UDF n'était qu'un petit parti, de moins de 35 000 adhérents, bien qu'il progressait déjà avant les élections présidentielles).

Toutefois, et cette critique s'adresse aussi aux adhérents de l'UMP et du PS, est-ce que le soutien de ces nouveaux adhérents, novices et inexpérimentés va perdurer dans le temps ? Cet apport d'une base militante motivée et plutôt jeune (qui avait manqué à l'UDF depuis 2002) peut-il compenser le manque de députés ? Les militants du MoDem foisonnent sur internet, créant ainsi une « fourmilière orange », solution à la forte médiatisation du président de la République.

Si la tentative de F. Bayrou échoue comme celles de ses prédécesseurs, alors la traversée du désert sera fatale et la bipolarisation et le bipartisme seront, encore un moment, plus forts que jamais. En revanche, il peut parvenir via son propre siège de député à garder une tribune médiatique. Il peut aussi augmenter l'influence du MoDem via les élections municipales, cantonales, régionales et européennes³³.

³² Ce qui fit dire à C. BARBIER lors d'une émission télévisée : « Le désert est long mais la gourde est pleine ! ».

³³ Les élections municipales seront intéressantes à plus d'un titre : le MoDem pourrait s'allier dans certaines villes avec la droite (ce qui est le principe à l'heure actuelle, mais dont la situation se tend parfois) et dans d'autres avec la gauche (la ville de Lyon connaît depuis longtemps une bonne entente entre le PS local et l'UDF, le MoDem facilitera davantage cette entente). Déjà le président de la région Languedoc-Roussillon, le très controversé G. Frêche a appelé les centristes à former une liste avec lui. Les appels à une entente vinrent aussi à des moments divers de M. Rocard, B. Kouchner, D. Cohn-Bendit, et G. Collomb. Quant aux élections européennes, elles ont été globalement réussies par l'UDF (en 2004 : 11,96 % des suffrages exprimés, en 1999 : 9,28 % des suffrages exprimés). Celles de 2009 auraient été une des voies de recours en cas de faible score de F. Bayrou aux élections présidentielles, le parti centriste attirant vers lui les suffrages européens en lutte contre les souverainistes.

*

* *

En conclusion, les tenants d'une bipolarisation et d'un bipartisme ont marqué des points lors de ces élections, tant la donne est claire au niveau national. L'élection présidentielle engendra une dynamique vers la bipolarisation et le bipartisme que les élections législatives ont renforcée. Ainsi, non seulement la bipolarisation est confortée en France mais de plus le bipartisme devient presque parfait. Reste, pour une confirmation de ce mouvement, à connaître le devenir des trois opposants au bipartisme et à la bipolarisation :

L'extrême droite pourra-t-elle se poser de nouveau en embuscade, si la droite déçoit ?

L'extrême gauche pourra-t-elle jouer sur le fait que le vote utile, en permettant à S. Royal d'être présente au second tour de l'élection présidentielle n'a pas empêché l'élection de N. Sarkozy ?

Bipolarisation de la vie politique française

Le centre pourra-t-il incarner avant même l'échéance de 2012 un pôle de résistance à la bipolarisation et au bipartisme³⁴ ?

Ce qui est certain, c'est que quinquennat oblige, la campagne électorale est quasi permanente.

³⁴ M.-N. DENON-BIROT, *De la démocratie chrétienne à force démocrate, échos d'une mutation politique*, L'Harmattan, 2000, p. 26 : « Pourtant, la position centriste n'est pas forcément celle de l'abandon aux "marées" de droite et de gauche. Elle peut être une situation "goutte d'huile", sur le buvard du champ politique. Que peut faire un buvard ? Il peut, à la longue, permettre à la goutte d'huile de s'étaler, d'empiéter sur les positions qui jusqu'à présent l'encerclaient... ».